

El Salvador

Des voix: Bravo!

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, depuis des semaines voire depuis des mois, les bulletins de nouvelles du soir et les journaux parlent continuellement des combats, des actes de brutalité et de la terreur qui déchirent le Salvador. Il y a un an, on ne faisait pas très attention à ce minuscule pays d'Amérique centrale à l'étranger. On en parlait très peu, mais maintenant, il fait les manchettes et le monde entier sait que le Salvador est un pays en détresse. Les habitants de ce pays sont pris dans une lutte de classes; la plupart d'entre eux se battent pour avoir le genre de vie qui leur permette de vivre dans la dignité et qui leur donne l'espoir. Plus de la moitié des terres arables du pays sont entre les mains de 2 p. 100 de la population. La plupart des gens vivent dans une pauvreté abjecte avec un revenu annuel de \$600. Comme l'histoire nous l'a appris, les habitants de ce pays ont parfois exprimé le vœu d'avoir un gouvernement démocratique mais ces espoirs ont été déçus car on ne prenait pas la peine d'organiser des élections ou bien on les abandonnait.

● (1530)

Par conséquent, il ne faut pas oublier que le Salvador n'est pas seulement un jouet des États-Unis et de l'Union soviétique. Il incarne les problèmes des pays du Tiers monde dont les habitants visent un objectif double: le développement économique et la stabilité politique. À ce titre, le Salvador devrait nous rappeler que c'est non seulement un petit pays qui est en cause mais toute une région instable sur laquelle plane la menace d'un conflit qui pourrait englober non seulement l'Amérique centrale mais toutes les Caraïbes.

Voilà qui rend encore plus extraordinaire le commentaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan). Comme en fait foi le harsard de lundi dernier à la page 7767, celui-ci a répondu en ces termes à la question que je venais de lui poser:

... je ne sache pas que nous ayons de grandes obligations envers cette partie du monde, l'Amérique centrale, qui n'est pas traditionnellement une zone d'intérêt pour le Canada.

Monsieur l'Orateur, je vous dirai qu'au contraire nous avons dans cette partie du monde des intérêts de caractère historique, géographique, économique et même moral. Le gouvernement actuel se distingue par son étroitesse de vue en matière de politique extérieure. Voilà pourquoi il n'arrive pas à reconnaître et à analyser les conséquences que des situations comme celle qui existe au Salvador peuvent avoir pour le Canada. Nous devrions pourtant savoir maintenant qu'elles ont des conséquences directes sur nous. Nous n'avons qu'à évoquer la tragédie humaine qu'a représentée la vague de réfugiés en provenance du Sud-Est asiatique et tout le mal que la collectivité internationale a dû se donner pour améliorer leur sort.

L'Asie du Sud-Est formait-elle, elle aussi, une région pour laquelle le Canada n'avait aucun intérêt? Nous observons au Salvador tous les éléments d'une situation qui pourrait bien susciter un flot de réfugiés. On évalue déjà à 60,000 le nombre des personnes qui ont fui ce pays pour trouver refuge dans les pays voisins. Il sera intéressant de voir comment le secrétaire d'État aux Affaires extérieures réagira au cas où un nombre croissant de Salvadoriens deviendraient des réfugiés politiques et chercheraient à obtenir de l'aide de pays comme le Canada.

Le Canada ne peut non plus demeurer indifférent à un conflit dans l'hémisphère occidental pour une raison encore plus générale. Ce conflit risquerait d'élargir le fossé entre les États-Unis et nos alliés européens. En effet, il est clair que dans la situation actuelle l'Allemagne de l'Ouest s'oppose vivement à la décision des Américains de fournir davantage d'armes à une des parties au conflit. Le gouvernement canadien ne doit-il pas s'inquiéter de ce que ce conflit, comme autrefois la guerre au Viet-nam, risque de diviser l'alliance? Il est évident que nous avons intérêt à chercher de quelle façon nous pourrions exercer une influence modératrice, et que nous en avons même le devoir, contrairement à ce que dit le ministre.

Je me suis déjà prononcée officiellement plus d'une fois contre toute intervention militaire au Salvador, américaine ou autre. Les habitants de ce pays cherchent une solution politique et non pas militaire à leurs problèmes; même les membres du gouvernement ont déclaré que la junte dispose déjà d'un matériel militaire suffisant. Les États-Unis ont tort de voir le problème uniquement dans le contexte des relations entre l'Est et l'Ouest, et de faire un drame de la menace soviétique au Salvador. Il est indéniable que quelques-uns de ses citoyens sont des terroristes, des insurgés et des sympathisants communistes, mais ils sont relativement peu nombreux et militairement faibles. Nous n'avons qu'à songer aux résultats de leurs récentes campagnes militaires pour voir à quel point ils sont faibles.

N'oublions pas non plus que certains extrémistes de droite sont responsables de centaines sinon de milliers de morts, et de violations des droits de l'homme. Au début, le gouvernement actuel, que la population n'appuie pas et sur laquelle la droite prend progressivement plus d'ascendant, a pris certaines initiatives en matière de réforme sociale et économique; malheureusement, leur application est maintenant suspendue. Nous devons nous rendre compte avant tout que la grande majorité des Salvadoriens ne sont ni de l'extrême-droite ni de l'extrême-gauche. Décidés à améliorer leur situation, ils ont trouvé une récompense à leurs efforts dans l'appui et l'encouragement qu'ils ont reçus de groupes religieux de toutes les confessions, et surtout des évêques catholiques, et d'organismes laïques de nombreux pays.

Ce que veulent surtout les Salvadoriens, ce ne sont pas des armes mais de l'aide pour atteindre leurs objectifs. Je crains bien que si du matériel militaire et des armes sont encore utilisées contre eux par un gouvernement qui n'inspire plus la confiance, ils ne soient poussés à des extrémités. La guerre civile pourrait s'intensifier rapidement si la gauche comme la droite recevaient encore des armes. La grande majorité du peuple serait submergée, et c'est ce qu'il faut éviter avant tout.

Le gouvernement devrait clairement faire connaître sa position, soit que ni les États-Unis ni aucun autre pays ne doit prendre des mesures qui peuvent aggraver la situation. Il n'y a pas tellement longtemps, je croyais que le gouvernement libéral était de cet avis, même si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré qu'il n'était pas disposé à «lancer des protestations publiques», comme il le disait, contre l'intervention militaire américaine au Salvador.